

**EN FINIR
AVEC LE
CAPITALOVIRUS**

JEAN-MARIE HARRIBEY

**EN FINIR
AVEC LE
CAPITALOVIRUS**



**L'ALTERNATIVE
EST POSSIBLE**

DUNOD

Conseiller éditorial : Éric Berr

© Dunod, 2021

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.dunod.com

ISBN 978-2-10-082637-7

INTRODUCTION

Qu'apprendre de la vie au ralenti ?

« Et pour dire simplement ce qu'on apprend au milieu des fléaux, qu'il y a dans les hommes plus de choses à admirer qu'à mépriser. »

« Pour le moment, il voulait faire comme tous ceux qui avaient l'air de croire autour de lui que la peste peut venir et repartir sans que le cœur des hommes en soit changé. »

« La seule façon de mettre les gens ensemble, c'est encore de leur envoyer la peste. »

« Ah, si c'était un tremblement de terre ! Une bonne secousse et on n'en parle plus... On compte les morts, les vivants, et le tour est joué. Mais cette cochonnerie de maladie !

Même ceux qui ne l'ont pas la portent dans leur cœur. »

Albert Camus, *La Peste*, Gallimard, 1947.

Le 14 février 2020 décédait le premier Français du SARS-CoV-2, dit Covid-19¹, à peine trois mois après l'apparition de ce coronavirus dans la ville de Wuhan en Chine. La pandémie commençait à produire ses ravages et, le 17 mars, le gouvernement français plaçait le pays en confinement. L'économie tombait en panne aussitôt.

La crise sanitaire a révélé l'extrême fragilité et vulnérabilité des sociétés comme la nôtre, prétendument développées, et dont les techniques étaient tellement puissantes qu'elles semblaient nous prémunir contre tous les risques, même les plus improbables. L'improbable est survenu et a terrassé toutes les illusions technophiles. Même la science et la médecine ont laissé entrevoir leurs failles : elles savaient peu de chose de ce virus et encore moins comment l'endiguer. À part le confinement. Mais il ne s'agit pas de jeter l'anathème sur les chercheurs ou les médecins. Il s'agit d'examiner ce que la paralysie de la production, des échanges et, au-delà, de la société tout entière, a révélé avec

1. SARS-CoV-2 : *Severe Acute Respiratory Syndrome Coronavirus 2* (syndrome respiratoire aigu sévère).

cruauté : nous vivons dans une économie absurde, une *économie à la con*, celle-là même qui crée des « *bullshit jobs* » [GRAEBER, 2018].

Une économie entraînée progressivement par une dynamique capitaliste mortifère pour les humains et pour la nature dans une crise aux multiples dimensions : économique, sociale, écologique, climatique. En franchissant les limites humaines de l’asservissement à la marchandise et les limites naturelles de la planète, le capitalisme mondial entraîne l’humanité dans un « trou noir » [HARRIBEY, 2020a] engloutissant la moindre activité et la moindre parcelle du vivant. Nous le savions, les signes prémonitoires s’amoncelaient quotidiennement. Mais le confinement que nous avons vécu pendant plusieurs semaines au printemps 2020 et de nouveau à l’automne-hiver suivant a fait apparaître, bien au-delà des porteurs de critiques habituels, que l’économie capitaliste n’avait aucun sens.

Quelle est cette économie qui a besoin que les travailleurs meurent pour nous rendre compte de leur utilité sociale ?

Quelle est cette économie qui magnifie les premiers de corvée quand les prétendus premiers de cordée ont fait sécession en coupant la corde sociale ?

Quelle est cette économie qui méprise les fonctionnaires, considérés comme improductifs, mais qui sont aux premières loges pour éduquer, soigner et protéger ?

Quelle est cette économie dont le destin est placé entre les mains de *traders* stériles et spéculateurs ?

Quelle est cette économie promouvant les échanges marchands mais qui organise la distanciation sociale pour se sauver ?

Quelle est cette économie fondée sur l’individualisme et qui se trouve dépourvue de liens de solidarité quand souffle la tempête ?

Quelle est cette économie qui « économise » en gaspillant ses ressources et en vomissant des déchets innombrables ?

Quelle est cette économie qui a besoin de tomber en arrêt complet pour voir qu’elle ne peut pas redémarrer comme avant ?

Quelle est cette économie pilotée par quelqu'un que l'on fit passer pour un philosophe, alors qu'il n'avait pour vision de l'histoire que celle de Gaulois réfractaires qui auraient mieux fait de traverser la rue pour trouver un emploi « de merde » [BRYGO et CYRAN, 2016] ?

Quelle est cette économie pourvue d'emplois « à la con » révélant l'absurdité d'une organisation du travail tendue pour atteindre des finalités uniquement lucratives ?

Quelle est cette économie qui paie cher des économistes incapables de penser qu'ils souffrent, que nous souffrons, d'un « capitalovirus » ?

C'est une économie absurde et mortifère. Il faut le dire ainsi si l'on veut éviter euphémismes et circonlocutions regrettant que le capitalisme ne soit pas davantage « inclusif¹ ».

Je rassemble ici le matériau accumulé pendant ces périodes de confinement et l'ordonne autour de quelques problématiques qui ont fait naître les paroles et les écrits les plus extravagants ou les plus pertinents. La première problématique est de savoir quelle est la nature de la crise qui nous a frappés : est-elle extérieure à l'économie, à cette économie capitaliste absurde (chapitre 1) ? Si oui, elle peut être traitée indépendamment des autres problèmes à régler dans la société, à la suite de quoi celle-ci pourra repartir dans la même direction. Sinon, il faut penser l'après de l'économie « à la con » qu'est le capitalisme. En optant pour cette seconde hypothèse, j'ouvre plusieurs voies pour aller vers une *nouvelle grande transformation*, en prenant au sérieux l'avertissement prémonitoire de l'anthropologue hongrois Karl Polanyi qui revêt une signification particulière dans la situation où nous a plongés la pandémie du Covid-19 : la marchandisation du travail, de la terre et de la monnaie serait mortifère pour la société.

« Mais il est évident que travail, terre et monnaie *ne sont pas* des marchandises ; en ce qui les concerne, le postulat selon lequel tout ce qui est acheté et vendu doit avoir été produit

1. PEYRELEVADE Jean, 2021, « Capitalisme inclusif : les limites de la loi Pacte », *Les Échos*, 13 janvier.

pour la vente est carrément faux. [...] Or, touchant le travail, la terre et la monnaie, un tel postulat ne saurait se soutenir. Permettre au mécanisme du marché de diriger seul le sort des êtres humains et de leur milieu naturel, et même, en fait, du montant et de l'utilisation du pouvoir d'achat, cela aurait pour résultat de détruire la société. [...] Mais aucune société ne pourrait supporter, ne fût-ce que pendant le temps le plus bref, les effets d'un pareil système fondé sur des fictions grossières, si sa substance humaine et naturelle comme son organisation commerciale n'étaient pas protégées contre les ravages de cette fabrique du diable » [POLANYI, 1983, p. 107-109].

La première voie concerne le travail. Qu'est-ce qu'un travail utile ? Pourquoi le travail effectué dans les services non marchands produit-il non seulement des services éminemment utiles à la société, mais également de la valeur économique qui s'ajoute, et non pas qui est retranchée, à celle produite dans la sphère marchande ? Si le télétravail devait être l'avenir du travail, la distanciation sociale ne deviendrait-elle pas définitive, annonçant le délitement de la société (chapitre 2) ? Comme les revenus monétaires proviennent de l'activité productive, peut-on envisager de déconnecter leur distribution de la participation collective à cette activité ? Et comment expliquer que les inégalités de revenus soient aussi décalées de l'utilité et de la productivité des travaux ? Ce qui nous conduira à explorer une deuxième voie autour du thème de la répartition des fruits du travail, c'est-à-dire des revenus qui en résultent (chapitre 3).

La troisième voie fait suite aux deux précédentes : un travail pour produire quoi ? Les finalités du travail sont au cœur de la question écologique : s'agit-il de produire des marchandises ou des services publics et des biens communs ? Quelle part réserver aux unes et aux autres ? Une discussion au grand jour a eu lieu pendant le confinement : que sera le monde d'après et vers quoi faire redémarrer l'économie ? Une relance, comme après les récessions classiques, ne va plus de soi, ni à court terme pour parer à l'urgence, ni à long terme pour préparer l'avenir (chapitre 4).

La quatrième voie concerne la monnaie. Quelle que soit l'échelle de temps envisagée, l'immédiate après-pandémie ou le futur éloigné, il faut résoudre le problème du financement des dépenses urgentes et des investissements de transformation de l'appareil productif pour le rendre plus résilient et plus soutenable socialement et écologiquement. Là encore, l'inanité des réponses habituelles est apparue clairement : contraints d'emprunter sur les marchés financiers les sommes qu'ils ont sciemment abandonnées aux classes possédantes, de plus en plus d'États sont confrontés à un endettement qu'ils ne peuvent plus maîtriser. Dans cette économie, la collectivité a perdu la capacité à engendrer et contrôler le flux de monnaie nouvelle nécessaire aux investissements publics. Face à cela, restaurer la possibilité pour la banque centrale de financer les besoins collectifs est redevenu pensable. Les marchés financiers ne servent à rien d'utile (chapitre 5).

Au-delà de leurs implications sociales, économiques et écologiques, ces orientations définissent une philosophie politique qui met en jeu le rapport des hommes entre eux, à la nature et à tout le monde vivant, et la connaissance qu'ils ont de ce monde à travers la science (chapitre 6).

Autour de ces problématiques peuvent être tracées des pistes pour sortir de l'économie capitaliste qui n'a plus d'autre légitimité que celle qui apparaît sans masque : servir un « pognon de dingue » à ceux qui en ont déjà le plus. L'arrêt de l'économie ne peut être prolongé indéfiniment, mais son redémarrage ne peut être organisé en appuyant de nouveau à fond sur l'accélérateur. Un changement de direction s'impose et aussi un ralentissement de la cadence. Puisse la vie au ralenti auquel le confinement nous a contraints servir d'indication pour un métronome réglé *lento* ou *moderato* plutôt que *presto*, en passant par une période de transition de *rallentendo*. Vaincre le « capitalovirus » pour pouvoir renaître au sein du monde vivant et retrouver une existence sociale au fur et à mesure que la dénommée distanciation sociale se résorbera.

La crise de l'économie n'est pas conjoncturelle mais structurelle

« La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur. »

Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867.

Le capitalisme mondialisé a porté sa logique d'extension jusqu'à vouloir tout absorber, toute activité humaine, toute connaissance et les éléments naturels. Absorber, c'est-à-dire tout soumettre à l'exigence de rentabilité, du profit et de l'accumulation du capital. Tout est promis à la marchandisation, des droits de propriété doivent être instaurés sur toutes matières, naturelles ou produites, et sur l'usage de l'air pour y envoyer sans retenue des gaz à effet de serre. Par analogie avec les trous noirs découverts par les astrophysiciens, qui absorbent toute matière et tout rayonnement lumineux à cause de leur force gravitationnelle, le capitalisme est un système qui englutit tout le vivant si l'on franchit les frontières permises par celui-ci.

C'est dans ce contexte qu'est survenue la crise du coronavirus. La première réaction des gouvernements et de la plupart des économistes médiatisés fut de dire qu'il s'agissait d'une crise extérieure au système économique mondial, « exogène », conjoncturelle (c'est-à-dire une rupture de court terme de la croissance de l'économie), une « crise de la demande » et/ou une « crise d'offre », on ne savait plus, disaient-ils¹.

1. Cette idée fut même adoptée un temps par des économistes critiques. Voir CHAVAGNEUX Christian, 2020, « La crise du coronavirus n'est pas une nouvelle crise des subprimes », *Alternatives économiques*, 11 mars ; « C'est bien une crise de la demande », *Alternatives économiques*, 2 mai.

L'Institut Rexecode [2020] publiait une note où on lisait : « Le choc du coronavirus sur l'économie est soudain, violent, mais aussi transitoire. En conséquence, les entreprises pourraient limiter les ajustements de leurs capacités et absorber ce choc dans leurs résultats et leurs trésoreries. Bienvenus, les dispositifs de soutien de l'État au moment du choc sont aussi transitoires. Or, c'est au moment où la demande se redressera que les besoins en fonds de roulement des entreprises rebondiront et qu'un pic de difficultés pourrait être atteint. » Et Éric Heyer affirmait : « Cette crise n'est pas structurelle. On n'est pas au sortir d'une guerre, et le système économique est à l'arrêt, mais pas détruit. La vraie question, qu'on doit se poser pour savoir s'il y aura un rebond, ce sont les plans de soutien aujourd'hui. Si on arrive à maintenir le système productif en place, on aura une possibilité de rebond plus important¹. »

Dès sa première intervention télévisée au début de la pandémie, le président Emmanuel Macron avait assuré qu'il fallait renoncer au modèle de développement actuel qui, si l'on comprenait bien, était la source de nos malheurs. Aussitôt, une autre musique se fit entendre. Les thuriféraires appointés du système reprirent leur antienne : « Cette crise intervient à un moment où l'économie n'était pas extrêmement fragile », estimait Hélène Boucheron, économiste bancaire chez BNP Paribas. « Nous sommes face à un choc exogène, les canaux de l'économie ne sont pas rompus », affirmait Denis Ferrand, directeur général de l'institut Rexecode. Et la journaliste qui rapportait ces propos d'ajouter : « Contrairement à ce qui s'est passé lors de la crise financière de 2008, le choc n'est pas inhérent au système qui s'écroule de l'intérieur². »

Une crise structurelle profonde du capitalisme

Tout indique que l'évolution du capitalisme depuis un demi-siècle a favorisé l'éclosion de nouveaux virus et leur diffusion très rapide sur l'ensemble de la terre. La crise actuelle n'est donc pas

1. Sur *France Inter*, le 8 avril 2020, Laurence Boone, chef économiste de l'OCDE, et Éric Heyer, directeur du département Analyses et prévision de l'OFCE : « Le plus important, c'est de permettre à l'économie de redémarrer et pour ça il faut l'argent public » (www.franceinter.fr).

2. MADELINE Béatrice, 2020, « En France, un arsenal qui répond à l'urgence économique », *Le Monde*, 19 mars.

conjoncturelle mais systémique¹. Heureusement, le point de vue défendu ici est maintenant relativement mieux partagé qu'au début de la pandémie. Ainsi, Bruno Théret [2021] considère que le Covid-19 « n'est pas un choc exogène, mais une manifestation endogène à la structure du capitalisme actuel ». Et Michel Aglietta et Sabrina Khanniche [2020] écrivent :

« La crise actuelle est un avertissement pour l'avenir. Ce n'est pas un choc exogène car elle n'est pas sans lien avec la dégradation de la biodiversité dont nos sociétés capitalistes sont responsables. Elle vient frapper une économie mondiale où se sont accumulées les vulnérabilités financières héritées de la crise précédente. »

Un diagnostic : le capitalisme et les zoonoses

Premièrement, les barrières entre les espèces animales et l'espèce humaine se sont considérablement affaiblies. En cause, la transformation de notre rapport au monde du vivant qu'a imposée la logique de la marchandisation : la déforestation et l'urbanisation ont détruit les habitats naturels de la faune sauvage, l'agriculture et l'élevage industriels ont fait des sols et de l'eau des dépôts de déchets et entraîné des pertes de biodiversité qui atteignent des seuils dont certains sont irrémédiables. Il s'ensuit que les trois quarts des maladies dites émergentes sont transmises par les animaux, appelées zoonoses. Toutes les études scientifiques dont nous disposons vérifient que les virus Marburg, Ebola, VIH, Hendra, Sras, Mers-Cov ont sauté les barrières naturelles au cours des dernières décennies [JONES *et al.*, 2008, p. 990-993 ; ALLEN *et al.*, 2017]².

Deuxièmement, la pandémie du Covid-19 n'est pas la première pandémie dans l'histoire humaine. Mais c'est la première qui s'est répandue avec une telle rapidité et qui a provoqué aussi brutalement une paralysie subite de l'économie. C'est le résultat de la circulation des marchandises et des humains à travers le

1. HARRIBEY Jean-Marie, 2020, « La crise est plus systémique que conjoncturelle », *blogs.alternatives-economiques/harribey*, 5 mai.

2. Voir aussi le dossier de synthèse de MOUTERDE Perrine, 2020, « Les maladies émergentes infectieuses favorisées par la dégradation de la biodiversité », *Le Monde*, 8 avril ; GUÉGAN Jean-François, 2020, « En supprimant les forêts primaires, nous sommes en train de débusquer des monstres », *Le Monde*, 18 avril ; BETTINELLI Marc, 2020, « Pourquoi nos modes de vies sont à l'origine des pandémies », Vidéo, *Le Monde Planète* et *www.nature.com*, 19 avril.

monde, qui ne connaît plus d'entraves depuis que les capitaux peuvent aller partout librement et ont fait éclater les chaînes de production. Les chantres du capitalisme ont beau répéter que l'on fait un mauvais procès à la mondialisation, la fragmentation des « chaînes de valeur » pour tirer le meilleur parti de la faiblesse des coûts de main-d'œuvre et d'exploitation a fragilisé les sociétés en faisant perdre toute autonomie aux économies locales et nationales.

Troisièmement, la situation a été aggravée par les politiques néolibérales, déjà bien anciennes, qui ont délibérément affaibli les services publics de santé au nom de la diminution des dépenses publiques. Le cas de la France est tristement exemplaire : diminution du nombre de personnels soignants, des lits d'hôpitaux, d'instruments de protection et de réanimation et gestion des hôpitaux selon des critères de rentabilité. Le résultat fut sans appel : le système de santé fut démuni dès l'explosion de la pandémie. Toutes les sociétés sont donc devenues vulnérables, d'autant plus que les très fortes perturbations liées à la financiarisation ont continué à faire leurs ravages : crises financières à répétition, bulles périodiques, endettement public et surtout privé sans limites. À tel point que les États et les banques centrales furent conduits après 2007 à intervenir massivement pour sauver un système bancaire et financier au bord de l'asphyxie, soit en socialisant ses pertes, soit en jetant dans un puits sans fond des masses de liquidités monétaires considérables.

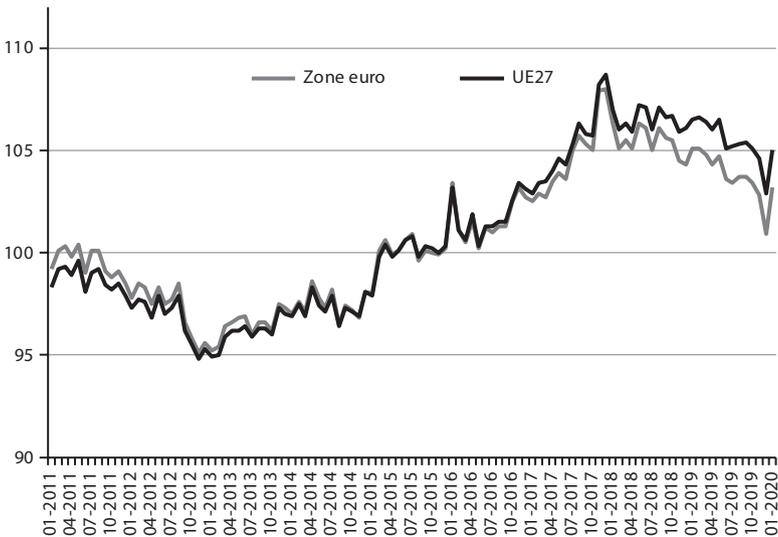
Les trois éléments du diagnostic précédent sont inspirés d'une approche en termes de sciences sociales critiques. Mais ils trouvent un écho au sein même de la science dans son ensemble. Ainsi, l'éditorial de la revue *The Lancet* disait en octobre 2020 :

« Le Covid-19 est une syndémie d'infection à coronavirus, associée à une épidémie de maladies non transmissibles, toutes deux interagissant sur un substrat social de pauvreté et d'inégalité. Le message de la GBD [*Global Burden Diseases, Injuries and Risk Factors Study*] est qu'à moins de s'attaquer aux inégalités structurelles profondément ancrées dans la société et à moins qu'une approche plus libérale des politiques d'immigration ne soit adoptée, les communautés ne seront pas protégées des futures épidémies infectieuses et la santé de la population ne

réalisera pas les gains recherchés par les défenseurs de la santé mondiale. Il est temps pour la communauté mondiale de la santé de changer d'orientation¹. »

Il est donc indispensable d'examiner les choses sur le court terme et sur le moyen et long terme. À court terme, on note une baisse de la production industrielle dans l'Union européenne à 27, un an avant la pandémie du coronavirus (graphique 1.1).

Graphique 1.1 Évolution de la production industrielle en Europe
(indice 100 en 2015)



Source : EUROSTAT, 2020, « La production industrielle en hausse de 2,3 % dans la zone euro », *ec.europa.eu*, 12 mars.

Pendant le premier confinement de 2020, l'économiste Gaël Giraud expliquait que la crise économique actuelle, consécutive à la pandémie, ne ressemblait pas du tout à « celle de 2008 ». Cette dernière, disait-il, avait une origine financière, alors que l'actuelle se situe dans « l'économie réelle » qui s'arrête brutalement de produire ; donc choc d'offre en même temps que

1. *The Lancet*, 2020, "Global Health: Time for Radical Change?", *Éditorial*, 396(10258):1129, 17 octobre.

choc de demande puisque les revenus distribués chutent¹. Cette analyse est contestable. D'abord, un détail qui n'en est pas un : la crise dite de 2008 doit en réalité être datée de 2007. En effet, la descente aux enfers du marché immobilier états-unien s'était produite au printemps et à l'été 2007, provoquant la crise dite des *subprimes* et, en cascade, l'effondrement bancaire, lequel connut son point d'orgue en septembre 2008 avec la mise en faillite de la banque Lehman Brothers.

Ensuite, d'où venait cette crise financière ? Elle marquait l'aboutissement d'une longue période de financiarisation de l'économie capitaliste parce que la classe bourgeoise mondiale pensait pouvoir pallier indéfiniment la chute de rentabilité des investissements productifs par une fuite en avant financière. Mais la réalité était là : dans l'économie réelle, comme le dit à juste titre Gaël Giraud, la productivité du travail, qui commande toujours en dernier ressort la rentabilité du capital, avait amorcé dans le monde entier un ralentissement très net depuis 15 ou 20 ans selon les pays. Quand l'exploitation du travail dans l'économie réelle ne peut être accrue suffisamment, la bulle du capital fictif éclate. C'est ce qu'il s'est passé en 2007. Quand l'exploitation du travail s'arrête pour cause de pandémie, l'économie réelle se fige. C'est ce qu'il s'est passé en 2020. D'ailleurs, on aurait quelque pudeur à s'affirmer écologiste tout en niant que le capitalisme mondial ne se heurte pas à la finitude de la Terre et que celle-ci ne pèse pas sur sa dynamique.

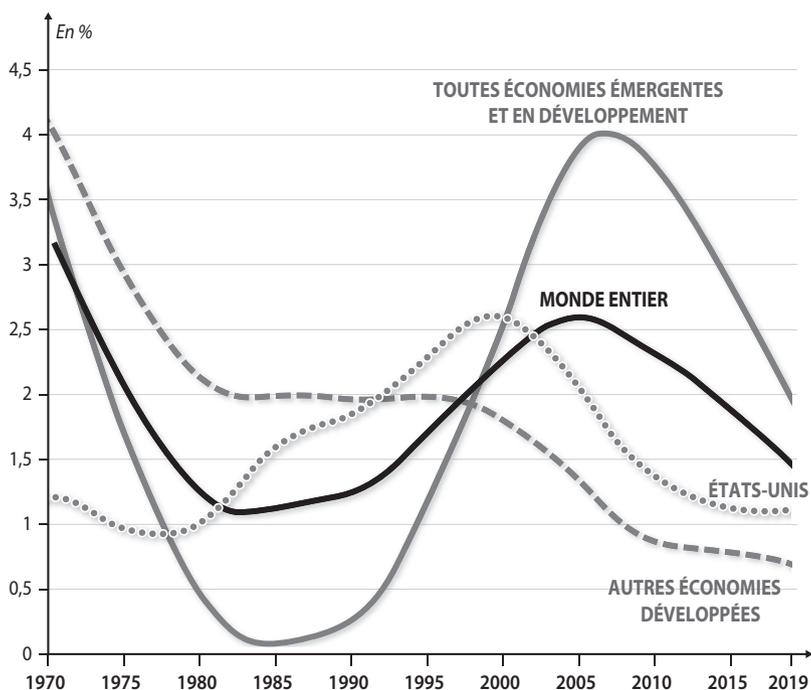
Donc, une fois de plus, crise non pas conjoncturelle due à un choc « exogène », mais crise structurelle multidimensionnelle profonde. Tout au plus peut-on dire que la pandémie a été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres.

1. Sur *France Inter*, 29 mars 2020.

**Depuis longtemps, la productivité du travail
n'augmente plus guère**

Sur le moyen et long terme, le capitalisme se heurte à la diminution des gains de productivité du travail depuis quatre décennies dans la plupart des pays développés, depuis deux décennies aux États-Unis, et depuis une quinzaine d'années dans les pays émergents (graphique 1.2).

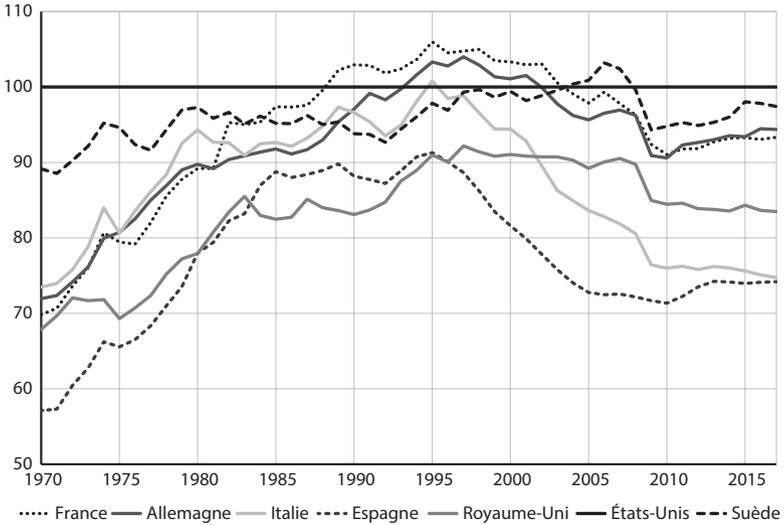
**Graphique 1.2 Évolution de la productivité individuelle
du travail depuis 1970 par grandes régions**



Source : The Conference Board Total Economy Database™, 2020, "Productivity Brief", conference-board.org.

Comparons alors l'évolution de la productivité horaire du travail des pays de l'OCDE à celle des États-Unis (graphique 1.3).

Graphique 1.3 Productivité horaire du travail au sein des principaux pays de l'OCDE, relativement à celle des États-Unis (1970-2017)



Note : PIB à prix constants (\$ PPA 2010)/heures travaillées ; États-Unis = 100.

Source : Conseil national de la productivité, 2019, « Productivité et compétitivité : où en est la France dans la zone euro ? », *strategie.gouv.fr*, p. 31.

Les pays de l'OCDE sont particulièrement touchés par cette évolution qui, sur la période ayant suivi la crise de 2007, se traduit par une baisse de la productivité horaire du travail elle-même, relativement à celle des États-Unis servant de référence en termes d'efficacité productive, en se rappelant que la productivité états-unienne a connu une décélération depuis une vingtaine d'années.

Comment expliquer une telle altération des gains de productivité ? Trois facteurs sont évoqués.

Le premier tient aux caractéristiques de la troisième révolution industrielle autour de l'informatique et de la robotique, qui provoque moins de vagues d'innovations qu'une profusion de gadgets, dont l'impact n'est pas comparable à celui de l'invention de l'électricité, du chemin de fer ou de l'automobile lors des premières révolutions industrielles. Le deuxième facteur est la tertiarisation croissante des économies qui fait chuter la

moyenne des taux de croissance de la productivité du travail. Enfin, et c'est le facteur le plus nouveau, la dégradation de l'environnement et l'épuisement des ressources rendent plus difficiles les conditions d'exploitation. On enregistre par exemple une diminution du taux de retour énergétique pour toutes les énergies fossiles, c'est-à-dire une diminution de l'énergie produite par rapport à l'énergie nécessaire pour la produire [HEUN et DE WITT, 2012].

La combinaison de tous ces facteurs explique largement le ralentissement de la productivité du travail, dont la croissance ne dépasse guère plus, dans les pays développés, 1 % par an. Or, au final, c'est toujours la productivité du travail qui détermine essentiellement la rentabilité du capital dans un contexte donné du rapport de forces avec le travail. Le capitalisme n'a pas d'autre moyen que la fuite en avant dans la financiarisation, qui lui permet de rétablir une rentabilité à court terme, mais qui, tôt ou tard, est rattrapée par la réalité. Une réalité qui se solde par un éclatement des bulles financières à intervalles réguliers.

À partir du tournant néolibéral de la décennie 1980, la rentabilité du capital commence dans un premier temps à augmenter, alors que la progression de la productivité du travail décline. Là se trouve la contradiction la plus forte de l'accumulation du capital, contre laquelle les marchés financiers ne peuvent rien sur le long terme. Au contraire, la financiarisation de l'économie depuis plusieurs décennies au nom de « la valeur pour l'actionnaire » aggrave la situation que j'analysais ainsi il y a déjà près de vingt ans :

« Pour un taux de croissance de la productivité et une part de la rente financière dans le produit global donnés, le taux de croissance de la rente financière est d'autant plus élevé que le temps de travail augmente, que l'emploi augmente et que la croissance des salaires et des investissements pondérés par leur part respective est faible » [HARRIBEY, 2003, p. 117].

Cette contradiction est même reconnue par des analystes qui par ailleurs sont des partisans du capitalisme. L'un des plus connus d'entre eux en France est Patrick Artus qui a, au cours des quinze dernières années, multiplié les articles analytiques en utilisant les outils conceptuels de Marx, mais qui, au moment

d'envisager des politiques différentes, s'empresse de revenir à l'orthodoxie. Par exemple, « la dynamique du capitalisme est bien celle qu'avait prévue Marx » [ARTUS, 2018¹]. Analyse qui suit de près la sentence : « Les tentatives de sauvetage du keynésianisme dans la zone euro sont fatigantes. [...] Ne faudrait-il pas renoncer à l'idée de sauver le keynésianisme ? » [ARTUS, 2017]. Sans doute parce qu'il jugeait naguère que les salaires étaient « trop rigides² » en France, qui était selon lui le « dernier pays communiste³ ».

De leur côté, André Cartapanis et Jean-Hervé Lorenzi, membres du très consensuel Cercle des économistes, reconnaissent que :

« Si la décélération des gains de productivité dans l'industrie et la baisse de la rentabilité physique du capital ne se sont pas traduites par une baisse des profits, c'est parce que, dans le même temps, intervenaient durablement une compression des revenus du travail et une déformation du partage de la valeur ajoutée (moins en France qu'ailleurs) au détriment des salariés, créant un effet dépressif sur la demande globale. Ces phénomènes propres à l'hypothèse de stagnation séculaire ont été aggravés par la pandémie, et ont été mis sous les yeux des économistes⁴. »

Sous des yeux volontairement fermés pendant des décennies !

S'il y a quelque chose de vrai dans ces retournements théoriques et politiques spectaculaires, c'est que, avec cette crise sanitaire, on a affaire à tout le contraire d'un choc exogène, conjoncturel et temporaire : si les gains de productivité diminuent en raison de la dégradation de la condition au travail et de la détérioration des milieux naturels, alors nous sommes bien dans une crise structurelle du capitalisme [HARRIBEX, 2013, 2020a]. Une crise le plus souvent niée dans sa profondeur : le

1. Voir aussi ARTUS [2002].

2. ARTUS Patrick, 2013, *Le Monde*, 13 décembre.

3. ARTUS Patrick, respectivement dans *Le Monde*, 13 décembre 2013 et *Le Point*, 28 août 2013. Cela n'empêche pas l'auteur de publier *40 ans d'austérité salariale, Comment en sortir ?* (Odile Jacob, 2020). Se serait-il trompé auparavant ?

4. CARTAPANIS André et LORENZI Jean-Hervé, 2020, « L'économie au feu de la pandémie », *Le Monde*, 20 et 21 décembre. Nous reviendrons plus loin, dans le chapitre 2, sur la comparaison entre l'évolution de la productivité du travail et celle des salaires.

système, sa dynamique, ses contradictions, ses soubresauts sont exonérés de toute responsabilité. C'est tout juste si l'on n'entend pas « *c'est la faute à pas de chance* ».

La conjoncture ne dit rien du fond

Depuis le début de la panne économique due au coronavirus, l'INSEE publie régulièrement des notes d'information concernant l'évolution de l'économie française [INSEE, 2020b, 2021a, 2021b¹]. Sur le premier trimestre 2020, qui connut la plus forte brutalité du choc, ce sont les secteurs « non essentiels » qui se sont arrêtés de produire : celui de la construction a vu sa production se réduire de 12,6 %, et celle des biens manufacturés de 16,3 %. Dans l'ensemble, la consommation des ménages a baissé de 6,1 % et la formation brute de capital fixe des entreprises (FBCF, investissement brut) de 11,8 %.

Que nous apprennent ces données chiffrées qui varient au rythme de la pandémie ? Elles nous disent d'abord une chose évidente : l'économie connaît un coup de frein brutal inédit. Mais en sait-on davantage sur l'enchaînement des faits ? L'INSEE procédait à une décomposition du taux de variation négatif du PIB au cours du premier confinement (– 5,8 %). Ainsi, la demande totale (de consommation et d'investissement) contribuait pour – 6,6 points à la baisse du PIB, le commerce extérieur pour – 0,2 point, les exportations ayant davantage chuté (– 6,5 %) que les importations (– 5,9 %) ; la différence positive de 0,9 point était due à la variation des stocks (les entreprises vendant moins accumulent les stocks). Autrement dit, *grosso modo*, la baisse de la demande était donnée comme l'élément quasi exclusif composant la baisse du PIB.

Une remarque méthodologique importante doit être faite : la décomposition du taux de variation du PIB en diverses « contributions » ne doit pas être interprétée comme une décomposition des *causes* de la baisse du PIB. Ce n'est pas parce que 6,6 points de baisse de la demande composent les 5,8 % de baisse du PIB que l'on peut dire que la baisse de la demande a causé la baisse du PIB. Cette interprétation serait fautive pour deux raisons.

1. Pour la méthodologie utilisée par l'INSEE, voir « Comptes nationaux trimestriels, Méthodologie de la première estimation du T1 2020 », www.insee.fr.

Il n'y a pas eu un enchaînement des faits partant de la baisse de la consommation et de l'investissement pour aboutir à une baisse de la production. C'est plutôt dans l'ordre inverse que les choses se sont passées. Pour éviter une trop forte contagion par le Covid-19, on a décidé d'arrêter les productions considérées comme non essentielles. Le travail s'arrêtant partiellement, la production ralentit, les revenus distribués et les possibilités d'échange des marchandises sont moindres, la demande connaît à son tour un coup d'arrêt. Autrement dit, nous n'avons pas affaire à une crise de la demande au sens où l'on entend généralement, ni même à une crise d'offre. Ce n'est pas un choc d'offre comme une brusque baisse de la rentabilité du capital qui aurait provoqué l'arrêt de l'économie. Ce n'est pas non plus un choc de demande dont aurait découlé cet arrêt. On est dans un autre cas de figure qui n'a rien à voir avec une crise conjoncturelle. Personne ne peut dire aujourd'hui si la sortie de la pandémie et de sa conséquence économique sera une affaire de court, moyen ou long terme. Et heureusement maintenant, de plus en plus d'observateurs s'accordent à dire que cette crise vient de loin, à la fois sur le plan sanitaire et sur le plan économique.

Et le plus curieux est que certains économistes qui considèrent, par une interprétation contestable des chiffres de l'INSEE mettant en évidence la décomposition du taux de variation du PIB, qu'on est face à une crise de la demande, pensaient au début de la pandémie que nous avions affaire à un « choc exogène », extérieur à l'économie. Parler aujourd'hui de crise de la demande – ce qui, de mon point de vue, est faux – est de toute façon contradictoire avec un choc extérieur à l'économie – lui aussi faux.

On peut encore mettre en doute la capacité des concepts traditionnels à saisir la nature de la crise dans le fait que l'on ne soit pas du tout certain du comportement à venir des agents économiques que les conjoncturistes prévoient habituellement. Au fil des mois, les prévisions changeaient dans des proportions non négligeables. Après le premier confinement, la Banque de France [2020a] nous apprenait que les ménages avaient, pendant cet arrêt de l'économie, accru considérablement leurs dépôts bancaires, passant de 5,9 milliards d'euros par mois en temps normal (moyenne mensuelle de

janvier 2017 à février 2020) à 19,6 milliards au mois de mars, auxquels s'ajoutaient 2,7 milliards sur le Livret A, soit environ 3,5 fois plus. Les ménages s'étaient désendettés de 400 millions d'euros en mars, alors qu'ils s'endettent en moyenne de 6,5 milliards par mois. Du côté des entreprises, les dépôts bancaires étaient passés de 3,4 milliards d'euros en moyenne par mois à 40,6 milliards en mars, tandis que leur endettement variait de 4,5 milliards d'euros en moyenne par mois à 34,2 milliards en mars.

La Banque de France expliquait dans la même note que les crédits et les dépôts des sociétés non financières augmentaient conjointement parce qu'elles « ont anticipé une chute de leurs ventes en raison de la baisse de la consommation pendant la phase de confinement. Dans le même temps, elles ont dû assurer le paiement de leurs charges fixes, et régler les échéances liées à leurs transactions commerciales passées (paiement de leurs fournisseurs, paiement de leurs salariés pour la part non prise en charge par l'État dans le cadre du dispositif de financement du chômage partiel, etc.) ».

Tous ces dépôts et le moindre endettement des ménages étaient-ils en attente de reprise de la consommation et de l'investissement ? Ce n'est pas sûr si la crise est d'un autre ordre que conjoncturel. Et certains conjoncturistes craignaient que ce ne soit pas le cas : « Un point important pour évaluer le rythme de cette reprise est de savoir comment ils [les ménages] vont se comporter. Pour faire repartir la machine, il faudrait qu'ils se remettent à consommer... Or, il semble que ce n'est pas du tout ce qui se produit dans les pays qui ont déjà confiné, comme la Chine¹. » Autrement dit, les non-dépenses d'aujourd'hui ne seront pas forcément reportées demain (environ 100 milliards d'euros d'épargne supplémentaire en France pendant les confinements de 2020, dont 26,4 déposés sur le Livret A², et on prévoit 200 milliards d'épargne sur 2020 et 2021, le taux d'épargne passant de 15 à 19 % du revenu disponible brut)³. Dans le

1. PLANE Mathieu, cité par MADELINE Béatrice, 2020, « Plus forte baisse de l'activité en France depuis 1949 », *Le Monde*, 2 mai.

2. BLONDEL Aurélie, 2021, « Livret A : 2020, année de collecte record », *Le Monde*, 22 janvier.

3. DE CALIGNON Guillaume, 2021, « Covid : la dépense de l'épargne, clé majeure de la reprise économique », *Les Échos*, 15 avril.

monde, l'incertitude demeure au début de l'année 2021, malgré des signes de reprise importante qui parviennent de la Chine, mais sans inflexion sur la qualité de celle-ci.

Dans une note publiée début juin 2020, alors qu'on espérait encore une pandémie de courte durée, la Banque de France prévoyait que l'activité ne retrouverait fin 2022 qu'à peine le niveau atteint fin 2019 dans un scénario central de prévisions (tableau 1.1).

Tableau 1.1 Prévision, en milieu d'année 2020, de l'évolution de l'activité en France

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Cumul sur 3 ans (2020 à 2022)
PIB (%)	1	2,4	1,7	1,3	- 10,3	+ 6,9	+ 3,9	- 0,37
Taux de chômage (%)	10	9,4	9	8,4	10,1	11,7	10,4	

Source : Banque de France, 2020, « Projections macroéconomiques – juin 2020 », publications.banque-france.fr.

L'OCDE avait, pendant le premier semestre 2020, un scénario plus sombre pour la France car elle prévoyait une chute du PIB en 2020 compris entre 11,4 % et 14,1 % selon qu'il y aurait ou non une deuxième vague de pandémie pendant l'année¹. Cette deuxième vague est arrivée, et pas seulement en France. Dans son diagnostic avancé en janvier 2021, l'OCDE évalue un recul du produit brut mondial de 4,2 % en 2020, de 7,5 % pour la zone euro². Eurostat évalue la chute du PIB de l'Union européenne à 6,4 % et celle de la zone euro à 6,8 %³.

Le FMI relève ses prévisions de croissance dans le monde pour 2021 à hauteur de 5,5 %, sauf pour la zone euro qui se contentera de 4,2 %⁴. Et la Banque de France confirme la

1. BOUSSOU Julien, 2020, « La récession frappera plus durement la France », *Le Monde*, 11 juin.

2. HIAUT Richard, 2021, « Un effondrement économique sans précédent », *Les Échos*, 14 janvier.

3. CHATIGNOUX Catherine, 2021, « La croissance de la zone euro a chuté de 6,8 % l'an dernier », *Les Échos*, 3 février.

4. HIAUT Richard, 2021, « Le FMI revoit à la hausse ses prévisions de croissance, sauf pour l'Europe », *Les Échos*, 27 janvier. Il ne faut pas se laisser abuser par ces taux de 4 à plus de 5 % de croissance en 2021, car ils sont calculés par rapport à une baisse terrible en 2020.

récession de 9 % en moyenne annuelle pour le pays en 2020, et prévoit une croissance de 5 % en 2021 et 2022, pour le moins hypothétique. Tandis que les informations encore plus récentes de l'INSEE concernant l'année 2020 écoulée font état d'un recul de 8,3 % du PIB français en 2020 par rapport à 2019. Plus significatif est le taux d'utilisation des capacités de production qui plafonne à 74 % en décembre 2020, en baisse de 5 points par rapport à la situation d'avant la pandémie [BANQUE DE FRANCE, 2021].

L'Observatoire social européen et l'Institut syndical européen estiment que, après la crise due à la pandémie, l'Europe devrait compter 30 millions de travailleurs pauvres, tandis qu'Eurostat comptabilisait déjà 107,5 millions de personnes pauvres à fin 2019¹.

Le gouvernement français entérine à peu près l'évolution changeante de ces prévisions car, au fil de l'année 2020, il a préparé plusieurs projets de loi de finances rectificatifs (PLFR) pour suivre la progression du déficit public prévu.

Le PLFR initial de 2020 prévoyait un déficit public de 2,2 % du PIB avec une croissance économique de 1,3 %. Or :

- le premier PLFR tablait sur un déficit de 3,9 % du PIB avec une chute du PIB de 1 % ;
- le deuxième PLFR tablait sur un déficit de 9 % du PIB avec une chute du PIB de 8 % ;
- le troisième PLFR tablait sur un déficit de 11,4 % du PIB avec une chute du PIB de 10 % ;
- le quatrième PLFR table sur un déficit de 11,3 % du PIB avec une chute du PIB de 11 %.

Au printemps 2020, en moins de trois mois, le plan de sauvetage économique envisagé par le gouvernement est passé de quelque 50 milliards d'euros à 134 milliards². Et, à la rentrée de septembre 2020, il a présenté un plan de relance de 100 milliards. Le déficit des administrations publiques en 2020 s'élevait à 211,5 milliards d'euros [INSEE, 2021b] (plus de deux fois plus que ce qui était prévu dans le budget initial :

1. Chiffres rapportés par STROOBANTS Jean-Pierre, 2021, « La présidence portugaise de l'UE veut relancer l'Europe sociale », *Le Monde*, 14 janvier.

2. FEUERSTEIN Ingrid, 2020, « Coronavirus : la facture du sauvetage économique s'envole à 134 milliards d'euros », *Les Échos*, 11 juin.